



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

Paris, le 30 août 2010

**Interview du Premier ministre François FILLON  
Invité de France Inter  
Lundi 30 août 2010**

***PATRICK COHEN***

Le Premier ministre est donc l'invité de France Inter ce matin, bonjour François FILLON.

***FRANÇOIS FILLON***

Bonjour.

***PATRICK COHEN***

Le débat public a été accaparé cet été par les initiatives de votre ministre de l'Intérieur sur la question des Roms, évacuations, expulsions, dénonciations et par les critiques qu'elles ont suscitées jusqu'au-delà de nos frontières, jusque dans votre majorité aussi et même, on l'a entendu ce matin avec Bernard KOUCHNER jusque dans votre Gouvernement. Et vous pendant cette période, vous n'avez rien dit, sauf un communiqué très balancé la semaine dernière pour expliquer que la lutte contre l'immigration irrégulière ne doit pas être instrumentalisée de part et d'autre. Est-ce que ce silence et ce communiqué étaient une façon pour vous de marquer votre réserve ou votre différence sur le fond ou sur la forme ?

***FRANÇOIS FILLON***

D'abord le rôle du Premier ministre, ce n'est pas de commenter, c'est de mettre en œuvre la politique du Gouvernement. Ce que j'ai fait cet été. Et c'est une politique qui n'est pas nouvelle, je voudrais le rappeler à tous ceux qui nous entendent. Nous avons reconduit dans leur pays plus de 11 000 Roms en 2009, près de 8 000 en 2008. C'est d'ailleurs une politique que conduisent la quasi-totalité des pays européens y compris ceux qui aujourd'hui font, me semble-t-il, des remarques sur la politique française. On expulse aujourd'hui des Roms en Allemagne, en Grande-Bretagne, au Danemark, en Italie et, même en Suède dont un ministre a critiqué la position française, récemment plus de 50 Roms ont été expulsés dans le cadre d'une opération contre la mendicité.

***PATRICK COHEN***

Sauf qu'en France il y a eu une mise en scène gouvernementale, François FILLON : Brice HORTEFEUX au début de l'été a dit nous allons évacuer 300 camps de Roms ...

***FRANÇOIS FILLON***

Il s'est passé deux choses. D'abord nous avons connu, peut-être du fait du durcissement des politiques d'accueil de Roms dans d'autres pays européens, une augmentation très importante du nombre des Roms qui sont venus vers la France. Et deuxièmement, nous avons décidé de mettre un terme à une situation qui durait depuis longtemps et qui était critiquée par tous les élus, en tout cas tous les maires de droite comme de gauche, qui était le fait que la justice prenait des décisions d'évacuation de terrains qui étaient occupés illégalement et que l'Etat ne mettait jamais en œuvre les moyens pour que ces évacuations aient lieu. Je signale, par exemple, dans ce cadre-là, que la communauté urbaine de Lille a demandé au mois de juillet l'évacuation de deux camps de Roms. Quand madame AUBRY à la tribune du congrès de la Rochelle s'émeut de la politique qui est conduite, elle oublie juste qu'elle-même a demandé l'évacuation de camps de Roms au mois de juillet dernier. Et donc nous avons décidé de mettre en œuvre de façon plus systématique une politique d'évacuation de ces camps illégaux, une politique de reconduite dans le pays d'origine avec une aide financière. On est d'ailleurs un des seuls pays à le faire avec une aide financière. Et cette affaire en réalité il faut bien que tout le monde comprenne que c'est une affaire sérieuse pour l'Europe toute entière. On a une communauté importante qui n'est pas intégrée correctement, notamment en Roumanie et en Bulgarie, dont le mode de vie nomade est de moins en moins adapté à la vie d'une société moderne. Aujourd'hui on ne peut pas réussir dans une Europe moderne sans que ses enfants fassent des études. On ne peut pas réussir sans avoir une certaine stabilité pour obtenir un travail. Et donc c'est tout le mode de vie de cette communauté qui doit être repensé et l'Europe a évidemment une grosse responsabilité pour l'y aider.

***PATRICK COHEN***

Ce sont des actes dont vous dites, François FILLON, qu'ils s'inscrivent dans la continuité d'une action déjà engagée depuis longtemps. Mais ce qu'on vous a aussi reproché, peut-être même surtout, c'est un discours, un discours de stigmatisation à l'égard d'une communauté. Vous avez bien entendu ces paroles et ces discours qui donnaient l'impression qu'on visait une catégorie particulière de la population en raison de son origine.

***FRANÇOIS FILLON***

Oui, il n'y a pas de discours de stigmatisation, la politique que nous conduisons, c'est une politique qui respecte la loi, et qui s'adresse à toutes les personnes qui sont en situation irrégulière.

**PATRICK COHEN**

Quand votre ministre de l'Intérieur, pardon de le citer à nouveau, donne le chiffre de l'augmentation de la délinquance pour les Roumains en région parisienne, on parle de délinquance de nationalité roumaine...

**FRANÇOIS FILLON**

C'est le principe de réalité, il faut aussi dire les choses. Dire que 15 % de la délinquance des mineurs à Paris aujourd'hui est le fait de jeunes Roumains, ça n'est pas stigmatiser une communauté, c'est simplement constater qu'on a un problème qui est lié à l'ouverture des frontières européennes, qui est lié au principe de libre circulation et qui est lié au fait qu'en Roumanie notamment l'intégration des populations de Roms n'est pas suffisante.

**PATRICK COHEN**

Il y a donc des statistiques de type ethnique dans la police ?

**FRANÇOIS FILLON**

Des statistiques de type national.

**PATRICK COHEN**

De type national...

**FRANÇOIS FILLON**

Des origines roumaines.

**PATRICK COHEN**

De nationalité roumaine.

**FRANÇOIS FILLON**

Voilà, nationalité roumaine ou nationalité bulgare. Mais ce qui est très important, il y a beaucoup de journalistes qui sont allés dans des villages en Roumanie, ces derniers jours interroger des hommes et des femmes pour leur demander pourquoi ils venaient en France. Et j'ai été très frappé de voir que beaucoup de femmes notamment disent, on reviendra parce que, ici, en Roumanie on n'a pas accès aux soins, on ne nous laisse pas entrer à l'hôpital. On ne nous laisse pas nous faire soigner si on n'a pas des moyens financiers. Ca c'est une solution qui n'est pas acceptable dans l'Union européenne d'aujourd'hui, c'est pour ça que j'ai demandé à monsieur BARROSO une réunion qui doit avoir lieu demain avec les commissaires européens et les ministres concernés. Il ne faut pas stigmatiser la communauté des Roms, il ne faut pas instrumentaliser la question de l'immigration...

**PATRICK COHEN**

Qui a instrumentalisé...

**FRANÇOIS FILLON**

Mais en même temps il faut la traiter...

**PATRICK COHEN**

Qui a instrumentalisé ?

**FRANÇOIS FILLON**

Mais tous ceux qui s'en servent pour des motifs politiques.

**PATRICK COHEN**

Y compris dans votre camp ?

**FRANÇOIS FILLON**

C'est une réalité... il y a eu dans mon camp un certain nombre de propos que je n'ai pas acceptés durant l'été, parce que je pense qu'il n'y a pas de surenchère nécessaire dans ce domaine et ce qu'il faut, c'est traiter le sujet. Il ne faut pas le cacher non plus. Ceux qui expulsent des Roms dans d'autres pays européens mais qui ne veulent surtout pas qu'on évoque ce sujet, ils participent d'une certaine façon à quelque chose qui est la marginalisation de cette population, qui n'est pas traitée comme elle devrait l'être dans la communauté européenne.

**PATRICK COHEN**

Alors cette surenchère dont vous ne nommez pas les auteurs, ils sont quoi, député...

**FRANÇOIS FILLON**

Vous l'avez fait à ma place pendant tout l'été.

**PATRICK COHEN**

...ministre, ils sont dans votre Gouvernement ou pas ?

**FRANÇOIS FILLON**

Je vous ai entendu tout à l'heure parler de Bernard KOUCHNER. Je me suis entretenu de ce sujet avec Bernard KOUCHNER plusieurs fois pendant l'été...

**PATRICK COHEN**

Je rappelle ses propos, il y a quelques minutes sur RTL, « j'ai pensé à la démission face à la polémique, mais j'ai estimé que s'en aller, c'est désertter. ».

**FRANÇOIS FILLON**

Non seulement Bernard KOUCHER n'a pas démissionné, mais il a fait devant les Ambassadeurs un discours vendredi dernier, dans lequel il a défendu la politique du Gouvernement. Et en particulier il s'en est pris à tous ceux qui ont utilisé des paroles insupportables comparant les retours volontaires de Roms aux déportations des nazis, évoquant pour un prêtre la mort du Président de la République. Enfin tout cela était parfaitement détestable. Et Bernard KOUCHNER a défendu cette politique.

**PATRICK COHEN**

Et Hervé MORIN, qui déclare que le Gouvernement est hémiplegique sur la sécurité, « nous ne sommes pas là pour attiser la haine ou développer la peur », discours à la Grande-Motte, à l'université du Nouveau Centre hier.

**FRANÇOIS FILLON**

On aura l'occasion d'en discuter avec monsieur MORIN, mais, il est membre du Gouvernement, il participe à cette politique depuis plus de 3 ans. Je ne l'ai jamais entendu émettre la moindre réserve, en particulier lors du Conseil des ministres, donc je suis un peu surpris de ces paroles.

**PATRICK COHEN**

Vous êtes surpris, vous allez vous en expliquer avec lui.

**FRANÇOIS FILLON**

Bien sûr.

**PATRICK COHEN**

Vous ne pouvez pas nier, François FILLON, le malaise d'une partie de la majorité !

**FRANÇOIS FILLON**

Je comprends...

**PATRICK COHEN**

A la suite du discours du chef de l'Etat, du discours de Grenoble.

**FRANÇOIS FILLON**

D'abord, il y a plusieurs choses. Il y a un malaise qui est lié aussi aux propos qui ont été tenus, aux commentaires qui ont été faits, à l'image qui a été donnée, pendant tout l'été. Je viens de dire à l'instant que cette politique est la continuité de celle qui était menée l'an passé, et je n'ai pas le souvenir qu'elle ait provoqué autant d'émoi. J'ai dit tout à l'heure que cette politique était pratiquée...

**PATRICK COHEN**

Donc ce sont les mots qui créent problème, davantage que les actes ?

**FRANÇOIS FILLON**

Les mots, et peut-être, aussi, la façon dont cette politique a été présentée par certains. Et puis nous sommes face à un drame humain, qui est celui de cette communauté Rom, qui doit être intégrée dans une société, pour laquelle, pour le moment, elle n'a pas les outils d'intégration, donc ce drame. C'est normal qu'on y soit sensible, c'est normal que le Pape, par exemple, nous appelle à faire preuve de générosité et du sens de l'accueil. Il est dans son rôle pour le faire, mais en même temps...

**PATRICK COHEN**

Et les évêques de France, quand ils viennent dans les camps Roms, comme on l'a vu encore hier ?

**FRANÇOIS FILLON**

C'est aussi leur rôle. Le rôle d'un prêtre, le rôle d'un évêque, c'est bien celui-là, je n'en dirai pas autant de cet évêque, qui lui a comparé les retours volontaires aux déportations de juifs...

**PATRICK COHEN**

C'est l'Archevêque de Toulouse.

**FRANÇOIS FILLON**

C'est une faute grave, c'est une faute au regard de l'Histoire, c'est une faute au regard de la communauté juive elle-même, ça n'a pas beaucoup de sens. Mais, s'agissant du Pape et de l'Eglise, ils sont parfaitement dans leur rôle. Le Pape exerce une autorité morale, et il est là pour cela. Mais le Pape il n'a pas à gérer la sécurité de 60 millions de Français. Le Pape il n'a pas tous les matins à se poser la question de savoir comment on va réduire les déficits qui sont ceux du budget de l'Etat français. Chacun est dans son rôle. Nous l'écoutons, et nous prenons le plus grand compte de ce qu'il dit.

**PATRICK COHEN**

Dominique de VILLEPIN qui parle de « honte et de tâche sur le drapeau français », il fait toujours partie de la majorité ?

**FRANÇOIS FILLON**

J'ai eu l'occasion de dire ce que j'en pensais, je pense que ces formules grandiloquentes ne sont pas le signe d'une grande force de caractère, et en plus elles ne correspondent pas à la réalité des choses. Dominique de VILLEPIN menait la même politique lorsqu'il était Premier ministre. Tout ceci c'est la même chose que lorsque Martine AUBRY tient des propos aussi violents, alors même que, comme je

vous le disais tout à l'heure, au mois de juillet elle demandait l'évacuation de camps de Roms sur la Communauté Urbaine de Lille.

***PATRICK COHEN***

Souhaitez-vous qu'il y ait des déchéances de nationalité pour des faits de polygamie ? Je quitte le terrain des Roms pour venir sur un autre sujet sécuritaire qui a été abordé durant l'été par votre gouvernement.

***FRANÇOIS FILLON***

Je crois que là aussi il faut ramener les choses à la réalité. La déchéance de la nationalité existe dans le Code civil, c'est l'article 25 du Code civil, et personne, jusqu'à maintenant, n'a trouvé à y redire. En 93 le gouvernement socialiste a réduit la portée de cette déchéance de nationalité, qui vaut pour des gens qui ont acquis la nationalité française de façon récente, et qui commettaient des crimes graves. Et ceci a été, par voie législative, réduit simplement aux faits de terrorisme. Nous souhaitons revenir au texte initial. Nous souhaitons que ceux qui commettent des crimes graves, puissent être déchus de la nationalité française. Est-ce que ça concerne la question de la polygamie, c'est un problème juridique qui n'est pas résolu, parce que le délit...

***PATRICK COHEN***

Ce n'est pas un crime grave.

***FRANÇOIS FILLON***

La question de la qualification du délit de polygamie est très difficile, comme vous le savez, à établir, et donc ce que je peux vous dire c'est que dans les arbitrages que nous rendrons avec le Président de la République dans quelques jours, nous serons très respectueux de la jurisprudence du Conseil Constitutionnel, qui est constante dans ce domaine, et qui prévoit que cette déchéance ne peut avoir lieu que pour des crimes graves.

***PATRICK COHEN***

La sécurité est devenue la priorité des priorités de votre Gouvernement, François FILLON, comme on a pu le croire en entendant beaucoup de responsables de la majorité cet été ?

***FRANÇOIS FILLON***

La sécurité c'est une préoccupation constante. Nous sommes dans une société qui est violente, et nous sommes dans une société qui est d'autant plus violente que, il y a, dans cette société, un brassage d'hommes et de femmes qui ont des origines culturelles différentes, qui n'ont pas les mêmes repères, qui n'ont pas les mêmes traditions. Et notre rôle c'est d'arriver à faire en sorte que l'ensemble de ces populations s'intègrent. Et elles ne peuvent pas le faire dans un climat de violence. Et c'est normal que nos concitoyens nous réclament de durcir la lutte contre l'insécurité. Mais en même temps, les moyens que nous y mettons, la

politique que nous conduisons, c'est la même depuis 2002, et d'ailleurs, contrairement à ce que je lis souvent, elle donne des résultats. La délinquance depuis 2002 dans notre pays a reculé, alors qu'elle augmentait – pas suffisamment – mais alors qu'elle augmentait de façon continue dans le passé, l'élucidation des faits graves progresse, mais il faut faire mieux.

***PATRICK COHEN***

François FILLON. Beaucoup de questions encore à aborder avec vous, après, dans la deuxième partie de cet entretien, évidemment la rentrée sociale, la réforme des retraites, et le débat budgétaire. Ce sera juste après la revue de presse.